

Syndicats nationaux CGT, SUD, FO de l'Insee
Déclaration liminaire au CTR du 9 juillet 2015

Le 1^{er} juin dernier, vous avez annoncé votre décision unilatérale de restructurer profondément le réseau de l'Insee en région, en supprimant les services études et diffusion et une partie des services administratifs des neuf directions régionales qui perdront leur caractère de capitale régionale, sous couvert d'une réforme territoriale qui ne vous oblige pourtant pas à prendre une telle décision.

Lors du CTR du 2 juin, les organisations syndicales ont très majoritairement affirmé le rejet de votre projet. Malgré plusieurs heures de discussions ; vous n'en avez pas changé une ligne.

Depuis plus d'un mois, les personnels des différents établissements de l'Insee et des SSM régionaux se sont mobilisés, ont interpellé leurs directions locales, en particulier à travers des motions déposées dans les CT de proximité. Les agents vous ont également adressé directement de nombreux courriers et argumentaires pour que vous changiez votre décision ; nous vous remettons encore aujourd'hui une pétition signée par les agents de la DR de Languedoc-Roussillon. Le mardi 30 juin, une délégation d'une centaine d'agents s'est rendue à Saint-Ouen pour vous demander de les écouter.

A chacune de ces occasions, vous avez refusé de les entendre, et avez opposé votre volonté de maintenir votre projet coûte que coûte. Les directrices et directeurs régionaux ont quant à eux eu l'ordre de ne communiquer aux agents aucun des documents qu'ils transmettaient aux préfets concernant l'avenir de l'Insee en région.

Aujourd'hui, vous prétendez organiser du dialogue social dans le cadre de ce CTR, sans tenir compte de l'avis des personnels et de leurs représentant-e-s, avec un ordre du jour « fourre-tout », où le principal sujet de préoccupation des agents serait traité parmi d'autres, en une demi-heure en milieu de séance

Concernant la réforme territoriale et l'avenir de l'Insee en région, vous nous envoyez l'avant veille du CTR de nouveaux documents qui démontrent que vous n'avez pas l'intention de revoir votre décision, et qui nous invitent simplement à négocier « l'accompagnement » des restructurations que nous refusons.

Vous tentez d'y faire croire que la mise en œuvre de ce projet se ferait « en douceur », dans un cadre où chaque agent pourrait trouver des solutions individuelles et personnalisées. Ce projet serait, selon vous, sans conséquence sur l'exercice des missions de l'Insee en territoires. Nous le contestons.

Dans le même temps, vous avez déjà commencé à le mettre en œuvre brutalement, par des fermetures de postes décidées dès le deuxième tour de la campagne de mobilité des cadres A, ou encore par la mise en place de groupes de travail de l'action régionale pour organiser la disparition des SED.

Ce faisant, vous employez les mêmes méthodes que celles employées par le gouvernement et le ministère vis-à-vis des personnels et de leurs représentant-e-s : celles du mépris et de l'absence de considération.

Comme l'ont fait toutes les fédérations ministérielles lors des CTM, CHSCTM et CNAS qui se sont tenus ces derniers jours, nous dénonçons « cette conception de la relation avec les organisations syndicales qui impose ses vues, ses projets et se refuse à toute discussion ».

Et comme l'ont fait toutes les fédérations dans un tel contexte, nous ne resterons pas à ce CTR.